



C_2016_014

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 03 MARS 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Prévention et Valorisation des
déchets

| Nombre de Membres | | |
|---|-------------|---|
| Affiliés au Conseil Communautaire | En exercice | Qui ont pris part à la délibération |
| 63 | 63 | 60 |

**Objet de la
délibération:
Collecte, tri et
valorisation des
textiles et assimilés -
Convention avec
Eco TLC**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Albert DAVID, Raymond GRAS, Raymond BORIO, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Florence LEROUX, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Christine NICCOLETTI, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Richard STRAMBIO pouvoir à Christine PREMOSELLI, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Alain VIGIER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Alain HAINAUT pouvoir à Grégory LOEW, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Christine NICCOLETTI, Jean-Pierre MOMBAZET pouvoir à Nicole FANELLI, Michèle PELASSY pouvoir à Régis ROUX

ABSENT(S) :

Bernard CHARDES, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Madame Liliane BOYER

Transmis le : **09 MARS 2016**

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

La présente délibération a pour objet l'établissement d'une convention avec la société Eco TLC, éco-organisme créé en décembre 2008 par 29 associés, représentatifs des metteurs sur le marché de produits Textiles d'habillement, de Linges de maison et de Chaussures (TLC).

Elle est agréée depuis le 17 mars 2009, afin de pourvoir ou contribuer à la gestion de ces produits lorsqu'ils sont usagés et détourner ainsi les TLC usagés du flux des ordures ménagères.

En tant qu'éco-organisme agréé, son rôle est de soutenir financièrement :

- les collectivités qui sensibilisent les citoyens à ne plus jeter les TLC usagés dans les ordures ménagères mais à les apporter dans les points d'apport prévus à cet effet ;
- les opérateurs de tri qui répondent aux objectifs de tri et de valorisation fixés dans le cahier des charges d'agrément de l'éco-organisme ;
- les porteurs de projets innovants dans la recherche et développement de nouveaux débouchés pour les TLC non réutilisables.

Pour information, 600 000 tonnes de TLC sont mises sur le marché en France chaque année, soit près de 10 kg par an et par habitant. Or, en 2009, moins de 2 kg par an et par habitant étaient collectés sélectivement au niveau national.

En Dracénie, en 2014, le tonnage collecté était de 2,3 kg / habitant.

A l'échelle nationale, l'objectif de la filière est d'atteindre 5 kg / habitant d'ici 2019.

Toute collectivité qui a la compétence de la collecte des déchets ménagers et assimilés, peut conventionner avec Eco TLC. Le rôle attendu des collectivités est de :

- communiquer auprès du citoyen sur le geste de tri,
- coordonner la collecte et le traitement des TLC usagés,
- organiser en fonction de la situation locale, la collecte des TLC usagés sur leur territoire.

Le soutien apporté par Eco TLC est un forfait annuel de 10 cts €/hab, à condition :

- d'atteindre une couverture moyenne de 1 point de collecte pour 2000 habitants sur son territoire, ce qui est le cas en Dracénie (avec 79 points existants en 2015) ;
- de contribuer à l'amélioration de la coordination de la collecte et de la traçabilité des tonnages, en incitant au conventionnement des opérateurs avec Eco TLC ;
- de conduire des actions de communication en faveur du tri des TLC.

Eco-TLC s'engage à :

- verser les soutiens financiers à la collectivité pour les opérations de communication ;
- fournir à la collectivité les outils techniques, juridiques et de communication relatifs aux TLC ;
- fournir à la collectivité les données concernant les collectes de TLC sur le territoire et toutes informations relatives au recyclage et au traitement des TLC.

Il est rappelé que la collecte des TLC est historiquement le produit d'actions d'entraide et / ou d'insertion et que le rôle des collectivités était le plus souvent celui de coordinateur et de facilitateur.

En Dracénie, jusqu'à fin 2015, cette collecte était partagée entre deux opérateurs, liés par simple convention avec la CAD.

A l'expiration de ces conventions, le choix a été fait de coordonner la collecte, le tri et le traitement dans le cadre d'un marché public. La CAD devient désormais donneur d'ordre auprès de l'opérateur retenu à l'issue de cette consultation. Il s'agit en l'occurrence de l'association Montagn'Habits, un des opérateurs historiques du territoire, conventionné avec Eco TLC.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la commission Gestion et valorisation des

déchets du 20 janvier 2016, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer la Convention d'adhésion à Eco TLC, relative à la coordination des collectes et à la communication destinées à valoriser les déchets de Textiles, Linges de maison et Chaussures usagés.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 03 mars 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaudrait rejet.